

**La sécurité économique au XXI^e siècle - Revenu annuel garanti / allocation universelle
L'impératif écologique, démocratique, de la justice et de la sécurité alimentaire**

**Economic Security in the Twenty-First Century – Guaranteed Annual Income (GAI)
An ecological, democratic, justice and food security imperative**

Dividendes positifs et négatifs

Richard Pereira
Présenté en octobre 2009 à l'Université Athabasca
Maîtrise – programme d'études intégrées

Le revenu annuel garanti (RAG) s'impose pour que le Canada remplisse ses obligations envers la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) adoptée il y a plus d'un demi-siècle.

Parmi les articles de la DUDH, on peut lire : « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage¹ ». Un revenu minimum garanti mensuel ou annuel s'impose pour vivre dans le contexte moderne et assurer une protection contre le chômage, qui rend la notion de salaire minimum et les modèles actuels d'assurance-chômage de plus en plus redondants, dans un monde du travail de plus en plus précaire et fragmenté. Un salaire horaire minimum s'impose, et dans tous les cas au Canada, il faut le bonifier; mais sans une politique de RAG, la notion de salaire minimum – ainsi que les modèles d'assurance-chômage restrictifs – devient de plus en plus dénuée de sens comme moyen d'assurer la survie (sans parler d'une qualité de vie acceptable) à un nombre croissant de Canadiens.

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

- Article 25(1) DUDH, 1948

Les emplois à plein temps de l'époque de Ford, sur lesquels se fondent le salaire minimum et l'AE (assurance-emploi) pour assurer un salaire vital sont en train de disparaître pour toujours.

Dans certains cas, ils sont remplacés par des emplois irréguliers à temps partiel, des

¹ Article 23(1) <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>.

emplois temporaires ou contractuels, sans avantages sociaux, dans d'autres, ils sont tout simplement délocalisés vers des économies à niveau de vie plus bas, au profit des propriétaires des entreprises. Cette tendance donne des heures de travail insuffisantes et crée de grandes lacunes de l'emploi, qui rendent le salaire minimum encore plus inefficace pour se sortir de la pauvreté et vivre dans la dignité, et encore plus inefficace pour pouvoir épargner et s'acheter une modeste maison. Le salaire minimum est relié à l'hypothèse d'une semaine de travail de 40 heures dans un emploi à plein temps (et peut-être aussi à l'hypothèse d'avantages sociaux comme l'assurance-soins dentaires, ophtalmologiques et autres et les services de retraite qui étaient autrefois courants dans les emplois à plein temps) pour établir un salaire vital. Ces hypothèses sont terriblement dépassées et sont devenues désuètes avec l'accélération des tendances au travail précaire de la dernière décennie. D'où la nécessité du revenu annuel garanti dans le contexte moderne canadien.

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

- Article 27(1) DUDH, 1948

La liberté d'association, de conscience et d'expression sont des droits constitutionnels canadiens de plus en plus menacés ou essentiellement sans valeur (en particulier en milieu de travail) sans une sécurité économique de base garantie. À mesure que la sécurité économique s'érode et disparaît même complètement pour des millions de Canadiens, la crainte et les conséquences de la perte de son emploi pour avoir dénoncé des pratiques de travail abusives, dangereuses ou malsaines deviennent de plus en plus dévastatrices et graves. Il va dans l'intérêt public d'assurer une sécurité économique universelle, car sans elle, les citoyens se taisent sur des

questions importantes de sécurité personnelle et publique, afin de garder leur emploi, qui devient de plus en plus leur seul moyen de survie. Quelles sont les implications lorsque les emplois sont de plus en plus précaires, polluants, axés sur la consommation et maintenus par l'obsolescence planifiée et le marketing agressif (de plus en plus pointu et axé sur les enfants)?

Dans ce contexte, nous devons considérer les emplois comme des créateurs de pauvreté et le RAG comme un outil de politique publique visant à créer de nombreux nouveaux emplois dans un paradigme de travail qui a du sens. La productivité est également en jeu, car il y a beaucoup plus de probabilité d'être productif dans un travail que l'on a choisi ou créé, que lorsqu'on est forcé de travailler simplement pour assurer sa survie, dans un emploi avec lequel on n'a aucune affinité. Le Canada se heurte à l'hostilité internationale à cause de sa mise en valeur irresponsable des sables bitumineux toxiques et de son appui à l'amiante, qui ne sont que deux des nombreux exemples d'emplois destructeurs et coûteux pour la santé humaine, écologique et financière. Les coûts financiers pour dépolluer l'environnement et tenter d'atténuer les conséquences de ces types de travail sont exorbitants (et ne sont pourtant pas considérés comme prioritaires par les gouvernements) et il vaudrait mieux diriger ces sommes vers le RAG – dans un nouveau paradigme du travail significatif et durable. Sans RAG et sans la sécurité économique qu'il procure, les pressions seront de plus en plus fortes pour faire accepter ces emplois destructeurs et détourner ainsi de l'énergie et des talents précieux d'un nouveau paradigme du travail fondé sur la sécurité économique universelle de base.

Les progrès technologiques et d'autres transformations radicales de la structure du système travail-salaire (de l'urbanisation et la disparition du rapport des communautés et des familles avec la terre aux XIX^e et au XX^e siècles, jusqu'à l'insécurité radicale de l'emploi, du revenu et des services sociaux à partir des années 1990) exigent des changements tout aussi radicaux dans la manière d'obtenir un revenu. Du travail qui n'a jamais été considéré officiellement comme tel par l'État – comme s'occuper des aînés ou des enfants, poursuivre des études – doit être rémunéré, comme c'est le cas actuellement dans certains pays, et comme ce l'était dans certaines sociétés anciennes : il est vital pour l'économie et ne peut pas être reconnu seulement s'il est effectué hors du foyer, pour des étrangers et dans un cadre institutionnel. Rémunérer ce travail par un RAG corrigera une inégalité historique (en particulier à l'égard des femmes), permettra de donner des soins supérieurs aux enfants et aux parents âgés² et réduira les coûts pour le gouvernement et les contribuables.

Le présent document explore l'historique du RAG, son développement moderne, ainsi que les coûts et les économies découlant de cette politique publique. L'auteur appuie un RAG universel pour le Canada, qui maintient et améliore les lois actuelles sur le salaire minimum, l'assurance-chômage (ou emploi) et le RPP (Régime de pensions du Canada). C'est un truisme d'affirmer que « nous ne sommes qu'à un ou deux événements près de la pauvreté³ ». L'Alaska et la Norvège ont jeté les bases de la sécurité économique universelle par la distribution de la *richesse commune*. Ces premières tentatives fructueuses de partage et de

² *Guidé par nos valeurs : L'avenir des soins de santé au Canada*, par Roy Romanow, commissaire (Ottawa, gouvernement du Canada, 2002), xxxii, 201-202.

³ BIEN (Basic Income Earth Network - Canada) Congrès, allocution du sénateur Hugh D. Segal « The Real Recovery Challenge: Basic Income Security », Ottawa, 1^{er} octobre, 2009, 9.

distribution universels de la richesse collective peuvent être améliorées en tenant compte de diverses formes de richesse commune naturelle et sociale pouvant être distribuées en s'inspirant des modèles de l'Alaska et de la Norvège. Les régimes fiscaux régressifs peuvent aussi être rééquilibrés et s'éloigner des excès néolibéraux récents pour se rapprocher d'une structure plus progressive⁴ - et de nombreuses autres idées et sources d'économies financières peuvent être exploitées pour concevoir un RAG décent qui répond également aux impératifs écologiques du XX^e siècle.

⁴ « Les recettes publiques proviennent de la fiscalité régressive, qui prélève un plus fort pourcentage des petits revenus que des revenus élevés. » Tiré de : Canada, Sénat du Canada, *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté : La pauvreté au Canada* [rapport Croll] (Ottawa, 1971), 49. Le rapport Croll cite les constatations de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité (1966).

Partie I – Historique du RAG: Démocratie, technologie et libération de la bureaucratie

L'idée de garantir le revenu des citoyens afin d'améliorer et de maintenir la démocratie est née dans la Grèce antique et n'a pas été égalée depuis. « Une journée à l'Assemblée, tout comme une journée comme juré, était payée au même titre que d'autre travail effectué pour la cité » dans la première démocratie⁵. Un rôle participatif de tous les citoyens dans la politique était assuré de nombreuses manières dont pourraient s'inspirer les démocraties modernes⁶. Thomas Paine a avancé l'idée du lien entre la sécurité économique, d'une part, et la démocratie et la vie politique, d'autre part, plusieurs siècles plus tard et il a été l'un des premiers défenseurs de la notion moderne de revenu annuel garanti⁷. Au Canada, Pierre Berton, Marshall McLuhan et John Kenneth Galbraith ont été parmi les premiers à réfléchir et écrire sur la question. Les progrès rapides de la technologie et les mécanismes permettant de réduire la main-d'œuvre étaient de plus en plus puissants lorsque ces Canadiens ont réfléchi à cette idée au milieu du XX^e siècle. En 1974, l'expérience Mincome au Manitoba a mis à l'essai la notion de RAG en milieu rural et urbain. L'expérience s'inspirait en partie d'essais antérieurs de RAG dans plusieurs villes américaines qui allaient donner des résultats saisissants pour faire éclater les notions discriminatrices de pauvres « méritoires » et « non méritoires ».

⁵ Paul Woodruff, *First Democracy: The Challenge of an Ancient Idea* (New York, Oxford University Press, 2005), 56.

⁶ Ibid., 13-15, 27, 32-33, 43-44, 49-51, 55-57, 139.

⁷ Christopher Hitchens, *Thomas Paine's Rights of Man: A Biography* (Vancouver: Douglas & McIntyre, 2006), 119-121.

Le *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté : La pauvreté au Canada*, publié en 1971, affirme expressément : « Nous sommes parfaitement d'accord avec l'opinion de M. Galbraith sur le mythe de l'expansion économique » comme moyen d'éliminer la pauvreté et qu'il faut une toute autre solution pour parvenir à cette fin – une solution fondée sur le revenu annuel garanti⁸. Les facteurs technologiques et le « gâchis de l'aide sociale », grandement évoqués pour justifier le RAG dans les années 1960 et 1970, se sont accentués depuis. Fred Block et Jeff Manza mettent l'accent sur la grande transformation économique découlant des « technologies de pointe qui accroissent la production et éliminent de nombreuses formes de travail répétitif ». Les systèmes de sécurité du revenu qui ne prévoient pas la redistribution de ces avantages particuliers ont mené à « une concurrence accrue pour des emplois... ce qui a accentué l'inégalité du revenu et de la richesse⁹ ». Ils ont également attiré l'attention de Ben Seligman dans le livre publié par Robert Theobald en 1966 et intitulé *The Guaranteed Income: Next Step in Economic Evolution?*¹⁰.

Le « gâchis de l'aide sociale » désigne l'ensemble disparate bureaucratique, coûteux et stigmatisant de programmes très complexes de prestations d'aide sociale fondées sur le revenu et d'aide au revenu truffées de contre-incitations au travail structurelles. Les invasions de la vie privée, la surveillance constante et les renseignements personnels exigés par les bureaucrates qui administrent ces programmes sont examinés dans le livre publié en 2008 par Brian

⁸ Canada, Sénat du Canada, *Rapport du Groupe spécial du Sénat sur la pauvreté : La pauvreté au Canada* [rapport Croll] (Ottawa, 1971), xxxi.

⁹ Fred Block et Jeff Manza, « Could We End Poverty in a Postindustrial Society? The Case for a Progressive Negative Income Tax », *Politics and Society* 25, 4 (décembre 1997), 473.

¹⁰ Ben B. Seligman, « Automation and the Work Force », sous la direction de Robert Theobald, *The Guaranteed Income: Next Step in Economic Evolution?* (New York, Doubleday, 1966).

Steensland¹¹, qui fournit des détails sans précédent sur les débats concernant le RAG dans les années 1960 et 1970 aux États-Unis, lorsque la politique du revenu annuel garanti a été largement appuyée par la gauche et la droite politiques, ainsi que par des groupes d'affaires. Le *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté* publié en 1971 (le rapport Croll) consacre également une portion très importante de son important rapport à cette question dans le chapitre 2 (« Notre système d'aide sociale, une erreur coûteuse ») et préconise un revenu annuel garanti pour tous.

« On retiendrait des programmes d'assurance sociale tels l'Assurance-chômage – qu'on appelle maintenant "Assurance-emploi" ou AE – et le Régime de pensions du Canada », d'après la proposition de RAG du rapport Croll. « Le R.A.G. remplacerait immédiatement les régimes d'allocations familiales, d'allocations aux jeunes et d'assurance-vieillesse [SV], du gouvernement fédéral », tandis qu'on abrogerait progressivement la plupart des programmes fédéraux actuels sur la sécurité du revenu¹². On rehausserait les niveaux d'exemption d'impôt sur le revenu personnel afin « qu'aucun Canadien dont le revenu personnel est au-dessous de son "seuil de pauvreté" ne doive payer des impôts ». Tel qu'indiqué ci-dessus, le Sénat et le gouvernement étaient parfaitement au courant que le régime fiscal régressif en place devait être modifié¹³. Le rapport Croll recommandait également que « le "plein-emploi" soit l'objectif premier et la préoccupation principale » de la politique du gouvernement (les heures de travail réduites dans des pays comme le Danemark et les Pays-Bas actuellement

¹¹ Brian Steensland, *The Failed Welfare Revolution: America's Struggle Over Guaranteed Income Policy* (Princeton, Princeton University Press, 2008).

¹² Sénat du Canada, *Le Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté* [rapport Croll Report], xvi.

¹³ Ibid. Les Canadiens dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté paieraient encore diverses taxes dans une proportion plus élevée que les Canadiens à revenu élevé si une proposition telle que le RAG du rapport Croll était mise en œuvre en 2009.

peuvent fournir un modèle utile dans ce domaine) et que le salaire minimum soit majoré par diverses mesures progressives dans tout le Canada. Le rapport reconnaissait également les obstacles à l'accès aux négociations collectives pour les travailleurs canadiens et recommandait « qu'on facilite l'adhésion aux syndicats actuels¹⁴ ». Le programme de RAG se fondait sur le principe que personne ne gagnerait sous le RAG un revenu inférieur à celui qu'il gagne en vertu des autres programmes et suppléments fédéraux remplacés ou devenus redondants.

D'autres aspects du gâchis de l'aide sociale mis en évidence par le rapport en 1971 comprennent :

- « ...la multitude des administrations de l'aide sociale et des organismes de service social qui ont surgi au Canada. La prolifération des organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux...¹⁵ ».
- « La plupart des témoignages déposés devant le Comité ont souligné la désaffectation des assistés sociaux et le désenchantement des administrateurs de l'aide sociale, et presque chaque mémoire a fait état, d'une manière ou d'une autre, du sentiment d'avilissement et de frustration engendré par les systèmes canadiens d'aide sociale¹⁶. »
- « Il y a tout lieu de croire que de nombreuses villes rendent délibérément leurs bureaux d'aide sociale aussi désagréables que possible, l'administration des prestations d'aide sociale, aussi enchevêtrée que possible... La méthode utilisée presque partout est humiliante; en bien des endroits, on continue de faire subir des humiliations longtemps après le moment de la demande de prestations¹⁷. »
- « Les frais d'administration de tout cet embrouillamini sont renversants », et les exemples donnés comprennent notamment les méthodes employées « pour délivrer un simple billet d'autobus de 25 cents coûtaient environ 4 \$ au système d'aide sociale en travail et en temps¹⁸! »

¹⁴ Ibid., xvii. Avec la récente « wal-martisation » de l'économie nord-américaine, ces obstacles sont devenus encore plus grands.

¹⁵ Ibid., 71.

¹⁶ Ibid., 90.

¹⁷ Ibid., 94.

¹⁸ Ibid.

- Les critiques des commissions d’appel du bien-être social, y compris d’un représentant du Conseil de planification sociale d’Ottawa indiquant que la procédure d’appel « confronte des gens déçus et malheureux à un moment particulièrement pénible, il en résulte une grande dose d’amertume », que le public a tendance à oublier. Le ministre du Bien-être social de la Saskatchewan a expliqué que la province « compte onze commissions d’appel régionales... mais tout appel interjeté des décisions de la commission régionale doit être instruit à Regina, et si l’appelant décide d’aller y soutenir sa cause, il le fera à ses frais¹⁹ ».
- Les contre-incitations au travail et un système d’aide sociale qui « place[nt] les assistés sociaux bien au-dessous de tout seuil de pauvreté raisonnable et... les décourage[nt] de tenter de dépasser ce seuil » et les évaluations très restrictives et « arbitraires » des avoirs que font les bureaucrates pour déterminer l’admissibilité aux prestations²⁰.

En 1977, aux États-Unis, le secrétaire d’État au travail Ray Marshall et Joseph Califano (secrétaire du président Jimmy Carter au département de la Santé, de l’Éducation et du Bien-être social) ont évoqué dans une conférence de presse « la complexité et le gaspillage » du système existant, et indiqué que les règles écrites et les règlements sur l’administration de l’assistance sociale en Californie seulement « se seraient empilées sur plus de six pieds de hauteur si on les avait toutes réunies. M. Califano a aussi montré à la presse un rouleau de papier qui représentait sept pieds de formulaires que les assistés sociaux devaient remplir pour recevoir des prestations. “C’est ce genre de paperasserie incroyable”, a déclaré Califano, “que nous imposons aux contribuables et au peuple américains”²¹».

L’accélération rapide de la technologie et de l’automatisation au milieu du XX^e siècle a également influencé l’appui au RAG dans le rapport Croll²², comme elle l’avait fait dans les

¹⁹ Ibid., 95 et note 22.

²⁰ Ibid., 92, 81, y compris une note spéciale en bas de page.

²¹ Steensland, *The Failed Welfare Revolution*, 195, 182.

²² Sénat du Canada, *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté* [rapport Croll], 187.

analyses de Block et Manza, Seligman et Theobald, et d'autres encore. L'expérience de RAG Mincome au Manitoba de 1974 à 1978 et les expériences antérieures de RAG aux États-Unis confirmeraient les espoirs les plus optimistes pour le RAG. Elles démontaient les mythes « faux et pernicieux au sujet des groupes à faible revenu et de l'éthique professionnelle (malgré le fait que ce sont souvent les personnes à faible revenu qui ont deux ou trois emplois, où elles travaillent dans des conditions effroyables, pour pouvoir survivre; tandis que les personnes qui gagnent ou héritent d'un revenu plus élevé ou sont issues de milieux aisés sont rarement placées dans de telles situations) et confirmaient les améliorations des résultats scolaires et des statistiques sur la santé²³. D'importantes économies de coûts pour les dépenses publiques de santé constituent une grande justification du RAG, surtout celles qui touchent à l'escalade des problèmes de santé en milieu de travail et d'invalidité²⁴.

²³ Ibid., xxxi; Steensland, *The Failed Welfare Revolution*, 142, 213-214; Evelyn Forget, BIEN Canada (Basic Income Earth Network) communication au Congrès, Ottawa, 2 octobre 2009. La professeure Forget, de l'Université du Manitoba, a étudié et compilé les données de l'expérience Mincome, qui est presque tombée dans l'oubli depuis la fin des 1970, sans qu'un rapport final soit produit. Ses travaux des quatre ou cinq dernières années ont démontré les liens très positifs dans la ville de Dauphin, où se concentrait l'expérience Mincome, en ce qui concerne les données sur la santé et l'éducation comparées à d'autres sources de données gouvernementales.

²⁴ Ken MacQueen, « Dealing With The Stressed: Workplace stress costs the economy more than \$30 billion a year, and yet nobody knows what it is or how to deal with it », *MacLean's*, 15 octobre 2007. La santé ne peut pas être mesurée seulement en termes financiers. Il y a des problèmes généraux de bien-être, de santé des enfants et de fragmentation sociale et familiale liés à ces coûts, qui doivent être les principaux facteurs justifiant la création d'une société humaniste.

Partie II – RAG moderne, 1986 – 2009 : Crises démocratiques, écologiques, urbaines et autres

Ce que beaucoup – et même des groupes d'affaires –, quelle que soit leur tendance politique, considéraient comme une trajectoire inévitable vers le RAG a pris fin abruptement à la fin des années 1970, pour des raisons tout à fait imprévisibles. Les expériences sur le RAG aux États-Unis semblaient indiquer une hausse de l'éclatement des familles²⁵. Evelyn Forget conteste cette hypothèse et soutient que l'expérience Mincome n'a pas fait cette preuve et que la question a été très politisée aux États-Unis – les valeurs familiales se sont conjuguées à des tensions et des problèmes raciaux particuliers aux États-Unis dans les années 1960 et 1970²⁶. Même si une faible proportion de séparations a effectivement été constatée dans les expériences américaines, deux aspects cruciaux ont été oubliés dans la réaction très réactionnaire à cette information aux États-Unis. Premièrement, à une époque beaucoup plus patriarcale, on aurait considéré comme très positif qu'un RAG permette aux femmes violentées d'obtenir la sécurité financière de base les aidant à échapper à leur tourment. Deuxièmement, il faut imaginer que si le RAG avait été en place *avant* le mariage, la dynamique de la liberté et de la sécurité économique aurait été complètement différente, ce qui aurait peut-être permis d'éviter certains des éléments les plus coercitifs menant à des mariages dysfonctionnels. Dans les deux cas, des progrès importants ont été réalisés depuis par rapport aux excès patriarcaux de l'époque, ce qui rend cet argument sans fondement de nos jours et impossible à utiliser pour justifier le sabotage et le rejet du RAG par des forces réactionnaires, en particulier ailleurs qu'aux États-Unis.

²⁵ Steensland, *The Failed Welfare Revolution*.

²⁶ Forget, BIEN Canada, communication au Congrès, Ottawa, 2 octobre 2009.

Au moment où le RAG quittait l'écran radar pour différentes raisons, notamment après avoir été anéanti par le programme néolibéral et militariste du nouveau président Ronald Reagan, une affirmation de la sécurité du revenu universelle fondée sur la propriété collective de la richesse naturelle commune (par opposition à la richesse sociale commune, dont il sera question plus loin) a été établie solidement en Alaska. L'Alaska Permanent Fund Dividend a été créé par un autre type de politicien républicain, qualifié de conservateur et conservationniste, le gouverneur Jay Hammond, qui a occupé ce poste élu de 1974 à 1982²⁷. Maire d'une petite ville de l'Alaska avant de devenir gouverneur, Hammond avait remarqué que la plupart des milliards de dollars de richesse découlant des pêches locales finissaient entre les mains d'intérêts extérieurs, « tandis que les communautés côtières restaient des régions pauvres²⁸ ». Il a mis en place une politique pour remettre une partie de cette richesse perdue entre les mains de la population locale – « En peu de temps, des routes et des écoles ont été construites [tout en éliminant les taxes foncières locales], et la revue *Fortune* a qualifié la région de "municipalité la plus riche du pays". » Avec la découverte de pétrole en Alaska plusieurs années plus tard, lorsqu'il était gouverneur, Hammond a appliqué le même principe. Le premier dividende de l'Alaska a été versé aux résidents de l'État en 1982 et atteignait 3 269,00 \$ par année en 2008²⁹. Il aurait été de quatre à huit fois plus élevé selon la proposition originale de Hammond³⁰.

²⁷ « Jay Hammond, 83, former governor of Alaska », *Chicago Sun-Times*, 3 août 2005. Jay Hammond, *Tales of Alaska's Bush Rat Governor: The extraordinary autobiography of Jay Hammond wilderness guide and reluctant politician* (Fairbanks et Seattle, Epicenter Press, 1994).

²⁸ Peter Barnes, *Who Owns the Sky? Our Common Assets and the Future of Capitalism* (Washington et Covelo, Island Press, 2001), 50.

²⁹ Barnes, *Who Owns the Sky?*, 51; Alaska Permanent Fund Dividend Division, « Dividend Amounts » Barnes, *Who Owns the Sky?*, 51; Alaska Permanent Fund Dividend Division, « Dividend Amounts »

La Norvège et quelques autres pays ont suivi le principe de l'épargne et de la distribution de la richesse collective appliqué en Alaska en 1976. Ces divers « fonds souverains » se distinguent par les montants perçus et la manière dont ces montants sont épargnés et distribués, mais ils reposent tous sur le principe de la propriété collective de la richesse commune par les citoyens. Ils peuvent se fonder sur diverses ressources (mines, pétrole, forêts, etc.) et sur des sources autres que des produits de base³¹. Combinés à une imposition énergique du carbone et à d'autres mesures strictes contre la pollution et les déchets, comme dans les pays scandinaves et d'autres pays européens, ces fonds peuvent être renforcés financièrement pour constituer une source de revenu durable pour un RAG universel tout en appliquant un programme rigoureux de conservation. La richesse sociale commune peut aussi être intégrée dans cette équation, qui inclut le savoir social et la propriété intellectuelle, souvent impossibles à produire sans ressources et institutions publiques telles que les universités. Il y a donc un droit public universel à cette colossale génération de richesse³² qui est actuellement confisquée par l'entreprise privée dans bien des cas. La fiscalité progressive (par opposition aux modèles régressifs en place depuis des décennies), l'élimination des paradis fiscaux étrangers ou des échappatoires fiscales et la fin (voire le renversement) des paiements massifs de sauvetage et des subventions aux entreprises versés par les contribuables aux cadres d'entreprises

<http://www.pfd.state.ak.us/dividendamounts/index.aspx>.

³⁰ Barnes, *Who Owns the Sky?*, 51-52; Richard C. Cook, « Bailout for the People: Dividend Economics, Basic Income Guaranteed – Part 2 », 4 février 2009 <http://www.marketoracle.co.uk/Article8674.html> (section "Lessons from the Alaska Permanent Fund").

³¹ Sovereign Wealth Fund (SWF) Institute, Fund Rankings, Largest Funds by Assets Under Management: <http://www.swfinstitute.org/funds.php>.

³² Andrea Fumagalli, « Bio-Economics, labour flexibility and cognitive work: Why not basic income? », sous la direction de Guy Standing, *Promoting Income Security as a Right: Europe and North America* (Londres, Anthem, 2005).

grassement payés font partie des sources vitales de revenu pour un RAG universel et d'autres priorités qui sont gaspillées actuellement.

Réduire ces contre-flux de revenu pervers aiderait à renforcer la démocratie au lieu de l'affaiblir, comme on l'a constaté récemment. La crise de la démocratie a évolué depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, l'argent dominant de plus en plus les campagnes politiques aux États-Unis, puis au Canada, le taux de vote diminuant, la responsabilité gouvernementale faisant défaut et les intérêts spéciaux l'emportant de plus en plus (de nombreux lobbyistes travaillent pour des entreprises qui ont acquis un pouvoir financier et juridique supérieur à celui des États nations et des administrations locales). La plus grande occasion ratée pour le RAG à la fin des années 1970 semble donc avoir été sa notion et sa justification démocratique telles que l'entendaient les Grecs de l'Antiquité et que l'appuyaient des penseurs comme Thomas Paine, Marshal McLuhan et Pierre Berton³³. Cette incapacité de stabiliser et de renforcer la démocratie par la justice économique et la sécurité du revenu de base - RAG – a aggravé l'automatisation technologique et les problèmes bureaucratiques décrits dans les années 1960 et 1970, tout en provoquant une foule de nouvelles crises. Les problèmes liés notamment à l'environnement, à la sécurité alimentaire et au travail précaire se sont amplifiés rapidement, parallèlement à l'expansion de la capacité technologique et à l'affaiblissement de la démocratie.

En 1986, c'était au tour des Européens de ranimer le RAG, malgré leur infrastructure sociale et la sécurité de la main-d'œuvre déjà plus avancées qu'en Amérique du Nord. De profondes crises environnementales, ouvrières et autres pointaient à l'horizon. Le BIEN – le Basic Income

³³ Pierre Berton, *The Smug Minority* (Toronto et Montréal, McClelland and Stewart, 1968).

European Network – a été fondé en 1986. De jeunes chercheurs de l'Université catholique de Louvain (Belgique) ont lancé ce projet axé sur la notion d'« allocation universelle³⁴ ».

Les démographes, les économistes, les philosophes, d'autres universitaires et divers groupes se sont rassemblés dans le BIEN afin de « favoriser une analyse bien informée de cette question dans toute l'Europe³⁵ ». Guy Standing, qui a passé de nombreuses années à l'Organisation internationale du travail (OIT), y compris comme directeur du programme de sécurité socio-économique, a été un grand théoricien, auteur et partisan d'une forme universelle de RAG, ainsi que membre fondateur du BIEN. Après son congrès à Barcelone en 2004, le BIEN a changé son nom et sa portée et est devenu le Basic Income **Earth** Network, et depuis 1988, il produit ses bulletins en collaboration avec le Citizen's Income Study Center établi à Londres³⁶.

Standing considère que le RAG universel ou le revenu de base répond aux besoins et aux réalités modernes du travail, de la citoyenneté et de la finance mondiale du XXI^e siècle (soutenant que l'argent doit être redistribué et repensé, comme on l'a fait pour la terre pour s'éloigner du féodalisme). Il analyse l'échec fatal du « travaillisme » de la gauche et de la droite politiques au XX^e siècle³⁷, qui porte aux nues la participation au travail rémunéré sans vraiment se demander ce qu'est un travail bénéfique pour la société, l'environnement, la démocratie et la citoyenneté. Ce point de vue ne tient pas compte non plus d'autres formes de travail non

³⁴ À propos du BIEN, A Short History of BIEN <http://www.basicincome.org/bien/aboutbien.html>.

³⁵ Ibid.

³⁶ Ibid.

³⁷ Guy Standing, discours-programme : Jobs and Justice Conference. *Strategies and Solutions for Economic Security*, mars 2007 <http://www.workingtv.com/jobs&justice.html>, consulté le 23 octobre 2009.

rémunéré plus utiles que le travail rémunéré dans chaque sphère vitale – l’environnement, la démocratie, la communauté, la famille, les soins des aînés, etc.

La vitesse avec laquelle le RAG, le dividende permanent ou les fonds du patrimoine commun peuvent être établis est démontrée par l’Australie, l’Irlande, la Norvège et d’autres. Le fonds norvégien se chiffre à plus de 445 milliards de dollars (plus de 2 billions de NOK) – plus de dix fois la valeur du fonds de l’Alaska – bien qu’il ait débuté en 1990 (le fonds de l’Alaska a débuté en 1976)³⁸. L’Irlande, avec une fraction de la population du Canada a accumulé plus de 30 milliards de dollars (davantage que les 26,7 milliards de dollars du fonds de l’Alaska en 2009) dans son fonds qui ne repose pas sur les ressources naturelles, bien qu’elle ait commencé seulement en 2001; 25 ans après la création du fonds souverain de l’Alaska³⁹. Le Future Fund de l’Australie, reposant lui aussi sur d’autres sources que les produits de base, a accumulé 49,3 milliards de dollars depuis 2004⁴⁰. Ces fonds peuvent servir à la sécurité du revenu universelle et constituer également une précieuse source d’investissement pour des projets vitaux d’infrastructures publiques et sociales – investissement ou transition vers des moyens de transport public propres, élaboration de plans de conservation et de mise en valeur de l’énergie durable, etc. Les taxes carbone peuvent accélérer l’épargne et la distribution du revenu tout en évitant des billions de dollars de coûts liés à la

³⁸ SWF Institute, Largest Funds by Assets Under Management, octobre 2009 <http://www.swfinstitute.org/funds.php>; Norges Bank, prévisions de la taille du Fonds de retraite public (autre fois le Fonds pétrolier) http://www.norges-bank.no/templates/article_42083.aspx et valeur monétaire du Fonds de retraite public – Global. Milliards de NOK <http://www.norges-bank.no/templates/article69365.aspx>.

³⁹ SWF Institute, octobre 2009 <http://www.swfinstitute.org/funds.php>.

⁴⁰ Ibid.

contamination de l'eau, de la terre et de l'air, et les coûts et les conséquences connexes pour la santé.

Dans un article publié en 2008 et intitulé « An income for all Canadians », l'ancien député conservateur et directeur émérite du collège Wycliffe, de l'Université de Toronto, Reginald Stackhouse demandait : « pourquoi ne pas au moins l'essayer [le RAG], surtout quand il a été adopté sous diverses formes dans des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suède et les Pays-Bas⁴¹? ». Les expériences et la mise en œuvre de politiques en France à partir de 1988 (*RMI – Revenu minimum d'insertion*), Portugal en 1995 (*RMG – Rendimento Mínimo Garantido*) et en Italie en 1998 (*Reddito minimo di inserimento*) ont tenté de se diriger vers la sécurité économique pour tous et de favoriser la cohésion sociale, un peu comme le fait le régime de santé universel au Canada⁴². David Benassi et Enzo Mingione de l'Université de Milan-Bicocca qualifient les « instruments fondés sur le revenu » visant la sécurité économique ou du revenu de « fragmentés et non systématiques, et à de nombreux égards, injustes et inefficaces ». Pour ces raisons, ils trouvent que les politiques italienne, portugaise et française s'éloignent d'un modèle plus bureaucratique établi au milieu du XX^e siècle pour réussir, mais sont incomplètes⁴³. Sans être aussi inconditionnels et universels que les modèles de l'Alaska et la Norvège (et d'autres fonds souverains), le RMI et le RMG visent une approche plus universelle de la propriété (des actifs communs et de la responsabilité collective des problèmes structurels dans

⁴¹ « An income for all Canadians », *Toronto Star*, 17 février 2008.

⁴² Guy Standing, éditeur, *Minimum Income Schemes in Europe* (Genève, Organisation internationale du travail, 2003).

⁴³ *Ibid.*, 117.

la société, qu'ils découlent du marché du travail, de l'environnement naturel ou de la mauvaise compréhension du travail qui récompense le travail destructeur et mais pas le travail productif).

Un revenu pour tous les Canadiens s'impose depuis longtemps et est une réalité pour les citoyens d'autres pays, bien loin de posséder les colossales ressources naturelles et sociales du Canada. Une structure fiscale progressive combinée à des taxes écologiques (employées avec succès en Scandinavie depuis plus d'une décennie) peut rendre un RAG canadien plus résilient et améliorer notre gestion de précieuses ressources qui sont actuellement gaspillées.

Il y a assez d'argent dans le monde pour satisfaire les besoins de tout le monde, mais pas la cupidité de tout le monde.

- Frank Buchanan

Bubbles, Bankers & Bailouts, John Lawrence Reynolds.

Le revenu annuel garanti pour tous les Canadiens est plus qu'une mesure de lutte contre la pauvreté; c'est une idée qui a mûri.

- Canada, Sénat du Canada, *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté : La pauvreté au Canada* [rapport Croll], 1971, 175.

La pauvreté est à la fois effet et cause des problèmes mondiaux d'environnement. Ce serait donc chose futile de s'attaquer à ces problèmes sans les inscrire dans une problématique plus vaste...

- Commission Brundtland, 1987

Partie III – Coûts et économies

Quel est le coût de la perte de fermes familiales, de la qualité et de la sécurité des aliments parce que les agriculteurs canadiens n'ont pas la sécurité du revenu? Quel est le coût de la perte de terres agricoles fertiles au profit du « développement » rapide et à bon marché (pour construire des maisons de banlieue de masse, mal bâties et énergivores, des grandes surfaces et des terrains de stationnement, des routes toujours plus larges pour un réseau routier inefficace qui subventionne les automobiles, les VUS et les camions et ne finance pas assez l'infrastructure pour le transport en commun et le cyclisme) parce que les agriculteurs ont eu une ou plusieurs années de vaches maigres et ne peuvent pas combler le manque à gagner par des emplois ou d'autres revenus hors ferme. Même s'ils sont déjà surchargés de travail à la ferme et qu'ils travaillent aussi à l'extérieur de la ferme, ils continuent bien souvent de s'endetter et cet endettement massif réduit la qualité de leur travail vital et de l'attention qu'ils y portent⁴⁴. Ils sont forcés de vendre, bien souvent dans des circonstances tragiques, à des promoteurs qui détruisent à jamais des terres productives. La sécurité d'un revenu de base fixe et inconditionnel, par le RAG, pourrait atténuer cette tragédie en assurant une stabilité économique quand les temps sont durs et éliminer le besoin de travailler à l'extérieur de la ferme, qui nuit au travail beaucoup plus important à la ferme, en cette période où la sécurité alimentaire est en train de disparaître.

⁴⁴ CropChoice news, [CropChoice.com](http://www.cropchoice.com), 23 février 2006, 3. Saskatchewan farms not profitable: Financial Support Seen Necessary to Keep Family Farms Alive <http://www.cropchoice.com/leadstryagissues022306.html>. Le professeur d'économie agricole Hartley Furtan de l'Université de la Saskatchewan affirme que « si ces gens [exploitants de fermes familiales] partaient, nous ne les reverrions plus jamais... nous perdrons notre patrimoine culturel... une industrie agricole vivante ».

Les services gratuits fournis notamment par les agriculteurs biologiques qui cultivent et engraisent la terre et travaillent en harmonie avec la nature sont extrêmement précieux, mais ils n'attirent pas la même attention que les statistiques sur le PIB ou les cotes boursières (l'activité en Bourse se fondant surtout sur la spéculation non productive). Les aliments toxiques importés, pour lesquels il est impossible de déterminer si leur salubrité a été vérifiée, s'ils sont bien réglementés ou s'ils ont été inspectés à la source ont tué des Canadiens, dont des enfants (la Chine faisant le plus souvent les manchettes dans ce domaine). Importer des aliments inutilement représente un gaspillage de milliards de dollars en coûts de la santé et en entretien et en expansion des routes, en raison des émissions polluantes et des infrastructures plus importantes nécessaires pour transporter les aliments sur de très grandes distances. Le transport maritime des aliments entraîne également une perte de qualité, de fraîcheur et de valeur nutritive, sans parler de la contamination d'une autre grande source d'aliments – les poissons – par les déversements de pétrole. Le RAG peut aider à créer une économie locale en santé, en veillant à ce que le travail le plus important obtienne l'attention qu'il mérite et qu'il ne soit pas perdu pour assouvir les intérêts à court terme des « promoteurs ».

Quel est le coût lorsque des étudiants à l'université doivent cumuler deux ou trois petits boulots et compromettre ainsi leurs études parce que leur dette d'études s'alourdit sans cesse? Croyons-nous à l'égalité lorsque certains doivent étudier dans ces conditions tandis que d'autres n'ont pas à travailler ou à passer des heures à remplir des demandes de prêt et à faire la queue pour obtenir un prêt étudiant (dont les intérêts sont composés)? Que penser de la mère qui accouche et se sent obligée de retourner en vitesse au travail, désespérée parce

qu'elle n'a pas droit aux prestations de maternité restrictives prévues par l'AE? C'est discriminatoire non seulement à l'égard des mères, mais aussi des enfants et de toute la famille. Il est inacceptable que la gestionnaire, la femme cadre ou la lobbyiste d'Exxon, Wal-Mart ou des banques, maisons de courtage ou autres entreprises rescapées obtiennent des prestations de maternité, mais pas une mère « chômeuse » ou sous-employée (parfois très active au niveau communautaire, qui fait du bénévolat ou s'occupe directement de ses parents)⁴⁵. En outre, la seconde peut travailler davantage que la première dans un emploi officiel, sans avoir droit pour autant aux prestations, parce que le travail de plus en plus précaire est considéré (à tort) comme un emploi autonome ou est rendu temporaire. Les contrats temporaires peuvent se terminer juste avant de donner droit aux congés de maternité et de paternité.

Ces vicissitudes et de nombreuses autres, ainsi que les aspects cruellement injustes du système actuel ne sont certainement pas atténuées par des bureaucraties innombrables qui paient des gens à mettre des bâtons dans les roues pour bafouer d'autres droits fondamentaux de la personne, de la dignité et de la survie. C'est souvent presque un emploi en soi de trouver une issue dans ces méandres lorsqu'on croit avoir droit à des prestations de base pour lesquelles on a cotisé pendant des années. « La multitude des administrations de l'aide sociale et des organismes de service social qui ont surgi au Canada », qu'évoquait le rapport Croll de 1971, n'a fait que s'accroître, comme en témoigne le développement

⁴⁵ « Employers fire mothers-to-be », *Toronto Star*, 24 avril 2009. « Human rights advocates are seeing an alarming surge in cases of pregnant women being fired by "Neanderthal" employers across Ontario. » Les femmes dans les emplois les moins rémunérés et les plus précaires font le plus l'objet de ces abus qui peuvent détruire une vie et sont le moins capables de lutter contre cette injustice par des procédures judiciaires qui demandent du temps et de l'argent. Le RAG apporterait une protection contre la perte de revenu à un moment aussi crucial dans la vie et aiderait les victimes à lutter contre cette cruauté, ce qui rétablirait un sain équilibre du pouvoir dans la société et renforcerait la démocratie en donnant accès à la justice, trop souvent refusée au Canada par manque de moyens financiers (et parce que les avocats ne veulent pas accepter de défendre des causes rémunérées par des honoraires conditionnels, une pratique beaucoup plus courante aux États-Unis).

récent et rapide des banques alimentaires depuis 1981, par exemple⁴⁶. « La prolifération des organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux... » ayant un statut fiscal spécial ou considérés comme des organismes de bienfaisance s'est aggravée ces dernières décennies, et il vaudrait mieux abolir tous ces organismes et verser le financement directement sous forme d'un RAG, au lieu d'avilir les gens ainsi. Cela représente une grande source d'économies dans le système existant. Au lieu de gaspiller de l'argent dans la bureaucratie et l'administration de déductions fiscales, on pourrait l'utiliser plus directement et plus efficacement. Une société fondée sur la charité est vraiment régressive, quand il y a tant de richesse collective.

Un grand nombre des « coûts » liés au RAG ont été calculés à tort et très sommairement de manière à inclure toute la population, quand il est généralement reconnu que les enfants toucheraient une part qui représente environ le tiers du RAG (7,7 millions d'habitants sur les 31,6 millions que compte le Canada)⁴⁷, que les coûts de la SV et du SRG pour les aînés seraient intégrés au RAG (population d'environ 6 millions de personnes, qui devrait augmenter rapidement à cause des changements démographiques)⁴⁸, que l'aide sociale et sa bureaucratie seraient éliminées, divers coûts, crédits d'impôt et avantages fiscaux et la bureaucratie liée actuellement aux enfants, aux aînés et aux milliers d'organismes de bienfaisance deviendraient redondants, et surtout que les Canadiens employés officiellement

⁴⁶ « Our Story », Ontario Association of Food Banks <http://www.oafb.ca/about-story.html>.

⁴⁷ Les enfants reçoivent actuellement une part complète du dividende dans le programme de l'Alaska, qui, tel qu'indiqué ci-dessus, serait de quatre à huit fois plus élevé selon la proposition originale du gouverneur Jay Hammond, qui a lancé la politique et fait adopter la loi connexe.

⁴⁸ Statistiques sur les enfants et les aînés tirés du recensement de 2006 de Statistique Canada <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=88977&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=66&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>. Consulté le 27 octobre 2009. Calculé dans un tableau Excel en faisant la somme des données par catégorie. Les changements démographiques depuis 2006 sont visibles dans les diverses catégories d'âge et en tenant compte des départs à la retraite « anticipés » (c.-à-d. avant 65 ans).

rembourseraient l'intégralité ou une partie de leur RAG universel en fonction du revenu personnel et d'un taux d'imposition plus progressif.

Comparativement au modèle de l'Alaska, qui pourrait verser de 13 000 \$ à 26 000 \$ à chaque résident en 2008, d'après le plan initial de Jay Hammond (y compris aux enfants), le Canada a beaucoup plus de ressources naturelles communes, et les enfants pourraient recevoir le tiers du RAG, ce qui renforcerait la part des adultes. De plus, les programmes d'aide sociale et leurs bureaucraties peuvent être éliminés et les économies de coûts peuvent être transférées au RAG ainsi que celles reliées à la SV et au SRG (ce que n'a pas fait l'Alaska). Un RAG maximal pourrait être établi en fonction du SFR (seuil de faible revenu après impôt)⁴⁹ moyen national majoré de 5 ou 10 % - soit environ 17 000 \$ à 18 000 \$ versé aux particuliers (5 000 \$ à 6 000 \$ aux enfants) – indexé pour tenir compte de l'inflation. Ce montant serait mensualisé. La fiscalité progressive ferait qu'une grande partie de ce montant serait remboursée sous forme d'impôt par ceux qui ont un emploi officiel et dont le revenu est supérieur au RAG. Les revenus de richesse sociale commune accroîtraient aussi considérablement les revenus de richesse naturelle commune afin de renforcer un fonds de dividende permanent ou de RAG pour le Canada.

⁴⁹ Statistique Canada <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/ref/dict/fam019-fra.cfm> (tableau 17). Un niveau de paiement national de RAG fondé sur le SFR n'aurait pas autant d'effet sur le pouvoir d'achat dans les villes, mais la différence serait compensée par le taux d'emploi plus élevé et les possibilités (accrues) de générer un revenu qui existent naturellement dans les villes (universités, centres gouvernementaux et administratifs, sièges sociaux de diverses organisations, etc.), tout en aidant à rééquilibrer plus sainement le fossé entre la ville et la campagne, qui s'est caractérisé par l'exode massif d'une population rurale cherchant désespérément de l'emploi ces dernières décennies. Le dividende universel de l'Alaska paie le même montant à tous les résidents/citoyens sans devoir faire des calculs inutiles et ajouter à la bureaucratie pour offrir des montants différents aux gens selon la géographie. Tous reçoivent une part égale de la richesse collective.

Voici quelques coûts et économies supplémentaires à prendre en considération pour le RAG et le financement supplémentaire qui pourrait en découler dans le budget canadien existant, s'il y a lieu :

1. **Plan de la défense de 490 milliards de dollars** – Le gouvernement fédéral a annoncé en douce un plan militaire de 490 milliards de dollars, d'après une nouvelle de [CBC.ca](http://www.cbc.ca), le 20 juin 2008⁵⁰. La moitié de ce montant pourrait être réorientée vers le RAG, ce qui laisserait encore un budget énorme pour la défense tout en envoyant un signal de politique publique positif concernant l'élimination de la pauvreté et la paix. Le Canada peut poursuivre les initiatives de maintien de la paix sous les auspices de l'ONU et les approches de « puissance douce » sans hausses spectaculaires du budget militaire.
2. **Taxe carbone fédérale de 50 à 100 milliards de dollars proposée par la Fondation David Suzuki** – « Selon le nouveau rapport de la Fondation, une taxe carbone progressive générerait au moins 50 milliards de dollars, et peut-être jusqu'à 100 milliards de dollars [par année] en 2020⁵¹. »
3. **Plus de 100 milliards de dollars canadiens dans les « paradis fiscaux » et les échappatoires fiscales** – « Statistique Canada a révélé que les investissements directs canadiens dans les centres financiers à l'étranger, y compris les "paradis fiscaux", se sont multipliés par huit depuis 1990 et atteignaient 88 milliards de dollars en 2003... La vérificatrice générale Sheila Fraser a soutenu que les multinationales actives au Canada ont évité "des centaines de millions" de dollars d'impôt au cours de la dernière décennie grâce aux paradis fiscaux, tandis qu'une étude universitaire évalue les économies d'impôt des banques canadiennes à 10 milliards de dollars pendant cette période⁵². » La journaliste d'affaires Francis écrit : « Pendant près de 40 ans, les Canadiens les plus riches s'en sont tirés à bon compte et ont évité de payer de l'impôt. Leurs enfants aussi. Le remède n'est pas difficile...⁵³ ».
4. **Éliminer les entreprises parasites** – Des pétrolières jusqu'aux banques en passant par les sociétés financières – même dans leurs périodes les plus lucratives – les entreprises parasites sont un grand problème depuis des décennies au Canada. Le problème a été

⁵⁰ <http://www.cbc.ca/canada/story/2008/06/20/military-plan.html#socialcomments>, consulté le 29 octobre 2009.

⁵¹ « Federal carbon price could generate \$50 billion per year, allow deep income tax cuts: Federal government urged to follow B.C.'s lead in tomorrow's budget », Fondation David Suzuki, 25 février 2008 <http://www.davidsuzuki.org/latestnews/dsfnews02250802.asp>, consulté le 29 octobre 2009.

⁵² Eric Beauchesne, « Conservatives target offshore tax havens », CanWest News Service, vendredi 10 novembre 2006. <http://www2.canada.com/regina/news/story.html?id=e03d1884-47b7-4de8-b353-26690223b3de&k=47522&p=1>, consulté le 30 octobre 2009.

⁵³ Diane Francis, « Canadian tax dodgers: Part II », *Financial Post*, 3 mai 2008. <http://network.nationalpost.com/np/blogs/francis/archive/2008/05/03/canadian-tax-dodgers-part-ii.aspx>, consulté le 30 octobre 2009.

documenté pour la première fois en profondeur dans le livre publié en 1972 par David Lewis intitulé *The Corporate Welfare Bums* (avec une préface de Eric Kierans)⁵⁴. GM (General Motors) a été un grand bénéficiaire de l'aide aux entreprises parasites ces derniers mois (et depuis des années, tout comme les autres fabricants d'automobiles du groupe des Trois Grands non établis au Canada). Steve da Silva de l'Université York s'est penché récemment sur l'histoire méconnue du sauvetage financier de 275 milliards de dollars du Canada dans son article intitulé « Bank Bailouts and the 2009 Federal Budget⁵⁵ ».

5. **Les taxes sur la spéculation** comme la taxe Tobin et plusieurs de ses variantes peuvent s'appliquer au niveau national afin d'endiguer la spéculation nocive sur divers marchés nationaux tout en générant des revenus importants pour le bien commun.
6. **Milliards de dollars d'économies annuelles en coûts publics de la santé** et en prestations d'invalidité, comme en témoigne l'*Enquête nationale sur le conflit entre le travail et la vie personnelle* préparée en 2001 pour Santé Canada⁵⁶. « La concurrence accrue pour les emplois » attribuable aux « technologies de pointe qui accroissent la production et éliminent de nombreuses formes de travail répétitif », d'après Block et Manza, est un grand facteur du travail intensifié, de la concurrence et des burnouts chez les employés, tandis que les entreprises s'enrichissent. Ce dividende technologique doit être réparti équitablement et entraînera du même coup un dividende santé.
7. **Coûts publics réduits** reliés à la criminalité, à un système judiciaire encombré et à l'application de la loi par manque de sécurité du revenu. La pauvreté et le désespoir peuvent mener à l'activité criminelle, à la prostitution et à d'autres atteintes à la dignité humaine, en raison de l'extrême vulnérabilité, et de l'effondrement social et psychologique. L'ancienne prostituée Trisha Baptie raconte ses 15 années dans le milieu de la prostitution au Canada dans son journal intitulé « Captive Diaries » et explique comment un « revenu garanti pour subvenir aux besoins essentiels » est un important antidote contre l'extrême avilissement humain de la prostitution⁵⁷.

⁵⁴ David Lewis, *The Corporate Welfare Bums* (Toronto, James Lewis & Samuel, 1972).

⁵⁵ Tiré de http://www.socialistproject.ca/relay/relay25_dasi_lva.pdf et <http://www.socialistproject.ca/relay/#iss25> (Janvier-mars 2009) Consulté le 30 octobre 2009. Voir également Diane Francis, « CMHC Canada's Freddie and Fannie? », *Financial Post*, 21 octobre 2009.

<http://network.nationalpost.com/np/blogs/francis/archive/2009/10/21/cmhccanada-s-freddie-and-fannie.aspx> Consulté le 30 octobre 2009. Francis affirme « Elle [SCHL] permet aux banques de prêter sans vergogne, sans conséquence, et fait monter le prix des maisons pour tout le monde... pourquoi les contribuables devraient-ils les aider quand elle leur tire collectivement dans le pied? Pourquoi les banques ne devraient-elles pas se mouiller?... Cela équivaut à subventionner nos banques commerciales très rentables, les promoteurs immobiliers et les spéculateurs. »

⁵⁶ Linda Duxbury et Chris Higgins, *Enquête nationale sur le conflit entre le travail et la vie personnelle (2001) : Rapport 1* (Ottawa, Santé Canada, 2002).

⁵⁷ « 'Sex Worker?' Never Met One! », essai de Trisha Baptie, *The Captive Diaries*, 5 mai 2009 <http://captiveughters.org/2009/05/essay-trisha-baptie-former-prostitute.html>, consulté le 31 octobre 2009.

8. Les dépenses liées aux services publics et privés de garde d'enfants seront réduites chez ceux qui n'ont pas accès actuellement aux prestations de maternité et de paternité de l'AE et qui se sentent obligés de recourir à des services de garderie contre leur gré.
9. La réduction du chômage et des coûts connexes, vu que le RAG permettra aux travailleurs qui sont obligés actuellement de cumuler plusieurs emplois et de faire des heures supplémentaires de ne plus le faire, ce qui créera des débouchés pour d'autres et éliminera les contre-incitations au travail en abolissant le système d'aide sociale actuel.
10. L'imposition progressive du revenu des sociétés, en particulier les grandes sociétés et les bénéfices exceptionnels.
11. Réexamen des inégalités du système des REER (régimes enregistrés d'épargne-retraite) au Canada, ce programme contribuant à la fiscalité régressive, et réorientation des coûts de ce programme pour le gouvernement vers un RAG universel.

Conclusion

Si Jay Hammond a créé un régime qui pouvait verser à tous les citoyens de l'Alaska un dividende de plus de 20 000 \$ en 2008 selon sa proposition originale, fondée sur une seule ressource naturelle, et si la Norvège peut mobiliser plus de dix fois les économies réalisées dans le fonds de dividende permanent de l'Alaska en deux fois moins de temps environ, le Canada peut certainement établir un RAG au-dessus du seuil de pauvreté pour tous les Canadiens en se fondant sur sa richesse naturelle commune beaucoup plus variée et abondante, conjuguée à un régime fiscal progressif. Le RAG du Canada serait encore plus sûr que le dividende annuel de l'Alaska, parce que les enfants recevraient le tiers du dividende (plutôt qu'une part complète en Alaska), qu'il serait plafonné (5 à 10 % au-dessus du SFR), les excédents servant à renforcer encore plus le fonds du RAG et à d'autres priorités publiques (amélioration des soins de santé, ajout des soins dentaires gratuits universels, éducation, transport public de

qualité) et que les programmes disparates et bureaucraties qui existent actuellement seraient éliminés afin que le programme permette des économies de coûts encore plus grandes. Le RAG pour les Canadiens serait en outre renforcé si l'on saisisait l'abondante *richesse sociale commune* en plus des revenus tirés de la de richesse naturelle commune.

À lui seul, le dividende santé obtenu grâce à un RAG ferait économiser tous les ans des milliards de dollars de coûts de santé publics. Une petite banque alimentaire de Toronto fondée en 1998 soutient avoir reçu « plus de 145 000 heures de bénévolat » de la part de membres de la communauté⁵⁸. Si l'on multiplie ce chiffre par des centaines et des centaines de banques alimentaires et de programmes alimentaires⁵⁹ au Canada, sans parler des innombrables autres organismes de bienfaisance et ONG, les coûts en heures-travail, les coûts financiers représentent des ressources gigantesques qui pourraient être libérées et consacrées à d'autres sphères vitales (les soins et le temps de qualité pour la famille, les enfants et les aînés, l'activité civique, politique et démocratique, le travail environnemental, les études avancées ou l'éducation permanente, etc.) grâce au RAG. Enfin, un RAG supplémentaire pourrait être touché par les parents qui enseignent à leurs enfants à domicile dans cette restructuration nécessaire de notre économie brisée et malade, puisque de nombreux parents sont très instruits et peuvent assurer un enseignement primaire conforme aux normes nationales ou provinciales. À environ 20 000 \$ par enfant scolarisé par année pour appuyer le réseau des écoles publiques, « le même montant pourrait être versé directement à la famille qui

⁵⁸ Fort York Food Bank, fiche de promotion distribuée à une activité artistique locale. Voir également www.fyfb.com.

⁵⁹ Banques alimentaires Canada, *Bilan-Faim 2008*, 33 note 6.
http://www.cafb-acba.ca/documents/HungerCount_fr_fin.pdf, consulté le 31 octobre 2009.

enseigne elle-même à son enfant⁶⁰ » afin d'offrir un programme d'apprentissage plus adapté aux besoins de l'enfant, tout en respectant les normes publiques en mathématiques, en sciences et en histoire, par exemple. Il n'est pas nécessaire d'éliminer l'apprentissage et l'interaction communautaire; il faut seulement les restructurer pour offrir des environnements d'apprentissage plus novateurs et plus productifs, moins institutionnalisés et moins bureaucratiques. Étant donné que l'éducation, la citoyenneté et la démocratie ont les fondements d'une bonne société, le RAG peut être un moyen de renforcer ces trois assises.

⁶⁰ BIEN Newsflash, numéro 58, septembre 2009, 12. Essai de Paul Fernhout, « Toward a Post-Scarcity New York State of Mind ». Les écoles populaires scandinaves renforcent également les valeurs de la citoyenneté et de la démocratie par des modes d'éducation moins bureaucratiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Aronowitz, Stanley et William DiFazio. *Sci-Tech and the Dogma of Work*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994.
- Barnes, Peter. *Who Owns the Sky? Our Common Assets and the Future of Capitalism*. Washington, Island Press, 2001.
- Block, Fred et Jeff Manza. « Could We End Poverty in a Postindustrial Society? The Case for a Progressive Negative Income Tax ». *Politics and Society* 25, 4 (décembre 1997), 475-511.
- Bryden, P.E. *Planners and Politicians: Liberal Politics and Social Policy 1957-1968*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997.
- Canada. Sénat du Canada. *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté : La pauvreté au Canada*. Ottawa, 1971. (Rapport Croll)
- Carson, Rachel. *Silent Spring: 40th Anniversary Edition*. Boston, Mariner, 1962, 2002.
- Chorney, Harold. *The Deficit: Hysteria and the Current Economic Crisis*. Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives, 1985.
- da Silva, Steve. « Bank Bailouts and the 2009 Federal Budget: The Untold Story of Canada's \$275-Billion Financial Bailout ». *RELAY*. Numéro 25 (Janvier-mars 2009).
- Ellul, Jacques, *La technique ou l'enjeu du siècle*. Paris, Armand Colin, 1954.
- Finkel, Alvin. « Social Insurance ». Chapitre 6 dans *Business and Social Reform in the Thirties*. Toronto, James Lorimer & Company, 1979.
- . *Social Policy and Practice in Canada: A History*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2006.
- Francis, Diane. « Canadian tax dodgers: Part II ». *Financial Post*. 3 mai 2008.
- . *Underground Nation: The Secret Economy and the Future of Canada*. Toronto, Key Porter, 1994.
- . « The Big Canadian money drain ». *Financial Post*, 12 avril 2008.
- Fumagalli, Andrea. (Conférence) « Basic Income and the Crisis ». Toronto, University of Toronto, Toronto School of Creativity & Inquiry, 14 octobre 2009.
- Haddow, Rodney S. *Poverty Reform in Canada, 1958-1978: State and Class Influences on Policy-Making*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993.
- . « Canadian Organized Labour and the Guaranteed Annual Income ». Dans *Continuities and Discontinuities: The Political Economy of Social Welfare and Labour Market Policy in Canada*. Sous la direction de Andrew Johnson, Stephen McBride et Patrick Smith, 350-366. Toronto, University of Toronto Press, 1994.
- Hitchens, Christopher. *Thomas Paine's Rights of Man: A Biography*. Vancouver, Douglas & McIntyre, 2006.
- Lerner, Sally, Charles M.A. Clark et Robert Needham. *Basic Income: Economic Security for All Canadians*. Toronto, Between The Lines, 1999.
- Leman, Christopher. *The Collapse of Welfare Reform: Political Institutions, Policy and the Poor in Canada and the United States*. Cambridge, MA, MIT Press, 1980.

- Lewis, David. *Louder Voices: The Corporate Welfare Bums*. Toronto, James Lewis & Samuel, 1972.
- Conseil national du bien-être social. *Le coût de la pauvreté*. Volume n° 115. Hiver 2001-2002. Ottawa, réimpression 2007.
- Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté: Quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. Volume n° 126. Hiver 2007. Ottawa, 2007.
- Porter, Ann. *Gendered States: Women, Unemployment Insurance, and the Political Economy of the Welfare State in Canada, 1945 – 1997*. Toronto, University of Toronto Press, 2003.
- Romanow, Roy. *Guidé par nos valeurs : L'avenir des soins de santé au Canada*. Ottawa, gouvernement du Canada, 2002.
- Seligman, Ben B. « Automation and the Work Force ». Sous la direction de Theobald, Robert. *The Guaranteed Income: Next Step in Economic Evolution?* New York, Doubleday, 1966.
- Standing, Guy. Discours-programme : Jobs and Justice conference. *Strategies and Solutions for Economic Security*. Mars 2007. <http://www.workingtv.com/jobs&justice.html>
- Standing, Guy, éditeur. *Promoting Income Security as a Right: Europe and North America*. Londres, Anthem, 2005.
- Standing, Guy, rédacteur. *Minimum Income Schemes in Europe*. Genève, Organisation internationale du travail, 2003.
- Statistique Canada. Âge et sexe pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensements de 2001 et 2006.
- . Seuils de faible revenu après impôt : matrice des seuils de revenu après impôt de 2005, Tableau 17 Seuils de faible revenu après impôt (base de 1992) pour les familles économiques et les personnes hors famille économique 2005.
- Steenland, Brian. *The Failed Welfare Revolution: America's Struggle Over Guaranteed Income Policy*. Princeton, Princeton University Press, 2008.
- Stinson, Jeffrey. « Denmark a unique mix of welfare, economic growth ». USA Today, 6 mars 2007.
- Theobald, Robert, éditeur. *The Guaranteed Income: Next Step in Economic Evolution?* New York, Doubleday, 1966.
- Waring, Marilyn. *1 Way 2 C The World: writings 1984-2006*. Toronto, University of Toronto Press, 2009.
- Woodruff, Paul. *First Democracy: The Challenge of an Ancient Idea*. New York, Oxford University Press, 2005.

Sources supplémentaires :

Archives de l'ONAP (maintenant Canada sans pauvreté)

Sites Internet : livableincome.org, napo-onap.ca, cwp-csp.ca (y compris les First Voice stories of poverty), cpi.ca (Citizen's for Public Justice), usbic.net,

livableincome.org/smugminority.htm, SWF (Sovereign Wealth Fund) Institute : swfinstitute.org, adequateincome.eu, raventrust.com (Respecting Aboriginal Values and Environmental Needs), BIEN – basicincome.org/bien, The Captive Diaries <http://captive Daughters.org/2009/05/essay-trisha-baptie-former-prostitute.html>

Émission de CBC Radio de Sunday Edition, 18 octobre 2009, ayant pour invités le sénateur Hugh Segal pour discuter du RAG, et Ron Hikel (directeur général de MINCOME) et Evelyn Forget (professeure au Département des sciences de la santé communautaire de l'Université du Manitoba) pour discuter de l'expérience de RAG MINCOME : http://www.cbc.ca/radioshows/THE_SUNDAY_EDITION/20091018.shtml